
Des chemins divergents : les Irlandais et les Canadiens français au XIX^e siècle

Aidan McQuillan
*Département de géographie
Université de Toronto*

Pour comprendre les relations entre Canadiens français et Irlandais au XIX^e siècle en Amérique du Nord, il faut d'abord savoir que les Irlandais sont soit protestants, soit catholiques. Contrairement à ce qui s'est passé en Ontario et au Nouveau-Brunswick, au Québec, ce sont les Irlandais catholiques qui immigrèrent en plus grand nombre, quoique les Irlandais protestants formaient un sous-groupe important (Houston et Smyth, 1990 : 239). Aussi, parmi ces Irlandais catholiques arrivés au Québec, il faut faire la distinction entre ceux qui sont arrivés avant et après la grande famine en Irlande de 1845-1849.

CARACTÉRISTIQUES DES IMMIGRANTS IRLANDAIS

Les Irlandais protestants sont des descendants de colons écossais et anglais installés en Irlande aux XVI^e et XVII^e siècles par la Grande-Bretagne afin d'augmenter leur emprise sur le pays. Celle-ci croyait qu'en « saupoudrant » les campagnes de communautés protestantes, les Irlandais se détacheraient graduellement de la foi catholique. Anglais et Écossais se sont vu offrir les meilleures terres agricoles de l'île, les colons écossais se rassemblant dans les comtés du nord-est de l'Irlande, en Ulster. Les gens du pays éprouaient du

ressentiment par rapport à la confiscation de leurs terres et résistaient avec détermination à la fois au protestantisme et à l'hégémonie coloniale de la Grande-Bretagne. La majorité des colons anglais étaient de religion anglicane, c'est-à-dire qu'il appartenaient, en Irlande, à l'*established church*. Les colons écossais étaient presbytériens – en Amérique du Nord, ils étaient connus comme Écossais-Irlandais – et leurs relations avec la Grande-Bretagne étaient difficiles. Comme les Irlandais catholiques, ils payaient la dîme à l'*established church* des seigneurs coloniaux (*colonial overlords*) avec réticence.

Irlandais protestants et catholiques étaient fort différents. Les historiens décrivent les premiers comme des individualistes, empreints de l'éthique protestante du travail, économes et faisant preuve d'abnégation. Occupant les riches basses terres, ils tenaient à la sécurité économique de la ferme familiale. Les Irlandais catholiques, au contraire, sont perçus comme ayant une mentalité paysanne, piégés dans un réseau familial étendu avec de nombreuses responsabilités familiales et communautaires. Dans son ouvrage intitulé *Emigrants and Exiles*, Kerby A. Miller résume sa vision des choses ainsi :

In broadest terms, much evidence indicates that, in contrast to the Protestants they encountered in Ireland and North America, the Catholic Irish were communal rather than individualistic, more dependent than independent, more fatalistic than optimistic, more prone to accept conditions passively than to take initiatives for change, and more sensitive to the weight of tradition than to innovative possibilities for the future (1985 : 107).

Or, Miller se base essentiellement sur les caractéristiques de l'immigration aux États-Unis après la désastreuse famine tandis que les historiens et les géographes culturels du Canada font une nette distinction entre les Irlandais arrivés avant et après la famine, nuancant ainsi la perception traditionnelle de l'immigration irlandaise au Canada et au Québec.

IMMIGRATIONS ANTÉRIEURES À LA FAMINE

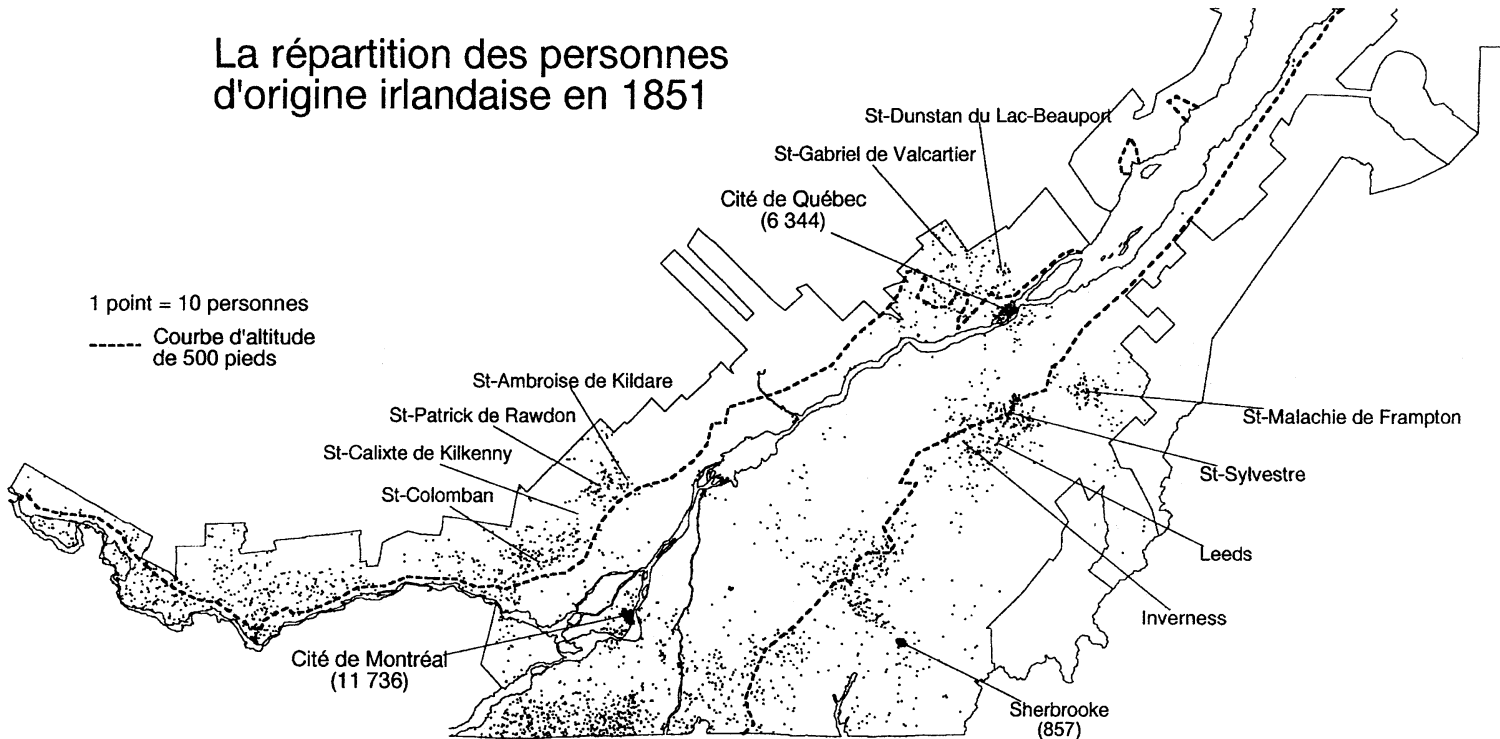
Les Irlandais sont arrivés plus nombreux au Canada dans les années 1810, 1820 et 1830 que durant les décennies qui suivirent la grande famine alors qu'ils ont majoritairement cherché refuge aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en Australie et en Nouvelle-Zélande. En fait, la migration irlandaise au Canada a atteint son apogée durant les années 1830. Ces immigrants de la première vague étaient financièrement plus à l'aise. Leur rôle dans le développement des colonies canadiennes, incluant le Québec, était précis : aider à stabiliser la colonie, à construire son économie et à contrebalancer le trop grand poids démographique des Canadiens français. Ils ont été bien reçus, du moins par les autorités coloniales et, petit à petit, ils sont devenus la clef de voûte de la population loyale à la couronne britannique (Nolte, 1975 : 80).

Catholiques ou protestants, ces immigrants irlandais venus avant la grande famine étaient issus de la classe des *middling farmers*, c'est-à-dire des fermiers cultivant des terres petites ou moyennes, ceux qui ont été le plus durement touchés par la baisse soudaine des prix des produits agricoles à la fin des guerres napoléoniennes. La survie de leurs descendants était menacée par la violence de propriétaires peu scrupuleux qui accaparaient l'ensemble des terres disponibles ainsi que par la baisse de l'industrie textile à domicile alors que la faiblesse de l'industrialisation et de l'urbanisation dans les villes et les villages irlandais n'offrait aucune nouvelle possibilité d'emploi. Les fermiers trouvaient de plus en plus difficile de garder le peu de terre qu'ils avaient. Ces petits et moyens propriétaires avaient le choix de parcelliser leur terre ou de liquider leurs biens et d'émigrer. Or, la parcellisation de leurs biens fonciers était contraire à leurs mœurs ; restait donc la seconde solution (Elliott, 1988 : 58). Bruce S. Elliott définit ces immigrants d'une manière très différente de celle de Miller pour les immigrants qui se dirigeaient vers les États-Unis. Selon lui, leur premier objectif était la sécurité économique de leurs enfants, ainsi ont-ils développé une *strategy of heirship* (Elliott, 1988 : 239) en faisant d'abord l'acquisition de terres dans les campagnes canadiennes.

La répartition des personnes d'origine irlandaise en 1851

1 point = 10 personnes

----- Courbe d'altitude de 500 pieds



Des enclaves rurales irlandaises au Québec s'établirent le long de la vallée du Saint-Laurent, se prolongeant jusqu'aux franges du Bouclier canadien au nord et jusqu'aux collines des Appalaches au sud.

Raoul Blanchard parle d'une guirlande de colonies irlandaises établies dans les Laurentides pendant les années 1820 : Kildare, Rawdon, Kilkenny, Valcartier, Lac-Beauport et Stoneham. Des traces d'anciens villages irlandais qui longeaient les terres seigneuriales au sud de la vallée du Saint-Laurent se trouvent dans la toponymie : Armagh, Coleraine, Ireland. L'axe de colonisation irlandaise de la *Craig's Road* incluait la paroisse de Saint-Sylvestre et les villages de Leeds, d'Inverness et d'Ireland. Quelques autres villages avaient une population irlandaise significative, il s'agit de Frampton, d'Halifax et de Wolfestown (Blanchard, 1947 : 428-429 et 334).

Catholiques et protestants s'installèrent donc par grappes sur ces terres nouvellement cadastrées et le long de la frontière des terres seigneuriales. Au milieu du XIX^e siècle ils rejoignirent les villages canadiens-français et finirent par y être englobés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des aires seigneuriales des basses terres de la vallée du Saint-Laurent. Retenons donc que, durant la première moitié du XIX^e siècle, c'est surtout en milieu rural que les Canadiens français sont entrés en contact avec les Irlandais.

Il y eut aussi un contact entre les immigrants irlandais et les Canadiens français dans les centres urbains du Bas-Canada, mais dans des circonstances différentes. Dans les villes, les Irlandais faisaient partie intégrante de l'importante communauté anglophone avec laquelle les Canadiens français devaient composer. Généralement, les immigrants irlandais se sont regroupés dans les grandes agglomérations de Québec et de Montréal, quoique quelques-uns se soient installés dans des villes de taille moyenne telle que Sherbrooke (Blanchard, 1947 : 334). Une partie de cette population urbaine irlandaise était flottante, travaillant à la construction d'un canal ou d'un chemin de fer ; une autre partie était formée de résidents temporaires, cherchant à accumuler un petit capital avant de s'installer en milieu rural, mais un bon nombre sont demeurés dans les villes où ils ont démarré une petite entreprise ou travaillé comme main-d'œuvre non qualifiée. Que ce soit à Montréal

ou à Québec, la stratification sociale se fit non seulement entre catholiques et protestants, mais aussi entre cette nouvelle bourgeoisie et la classe ouvrière.

La communauté irlandaise s'est accrue rapidement à Montréal passant de 1 000 en 1820 à environ 14 000 en 1851 (Grace, 1993 : 64). La plupart des Irlandais protestants étaient des gens d'affaires et des professionnels et ils étaient intégrés d'emblée à l'élite commerciale de Montréal. Quelques-unes de ces familles, telles les McCord et les Workman, ont même fini par amasser une fortune considérable (Keep, 1950 : 40 ; Nolte, 1975 : 86). On trouvait aussi un bon nombre d'Irlandais protestants dans la classe ouvrière, regroupés dans des loges orangistes et dans divers services de la ville, telle la brigade des incendies. Par contre, la communauté irlandaise catholique à Montréal, regroupée autour du canal Lachine, à l'ouest du centre de la ville, était très largement ouvrière.

La communauté irlandaise de Québec était plus nombreuse que celle de Montréal et ses membres étaient surtout catholiques. La classe moyenne irlandaise de Québec, formée de quelques professionnels et marchands qui résidaient à la haute-ville, était minuscule. La très grande majorité des Irlandais de Québec était de classe ouvrière et habitait la basse-ville, dans le quartier *Champlain Ward*, le long de la rue Champlain menant au Cap-Blanc. Plus tard, un second noyau s'est développé plus à l'ouest, là où il y avait plus de possibilités d'emploi dans les cours à bois de Sillery. Curieusement, malgré le fait que la majorité des Irlandais vivaient dans la basse-ville, lorsqu'en 1833, la communauté choisit de se construire une église paroissiale, elle fut située à la haute-ville. Ce choix devait correspondre à l'influence qu'exerçait la bourgeoisie irlandaise catholique non seulement à l'intérieur de sa propre communauté, mais aussi dans la population en général.

Ainsi, dans les deux villes les plus importantes du Québec, les Irlandais catholiques se sont d'abord intégrés à la société d'accueil et ont ensuite commencé à s'élever dans l'échelle sociale, tant et si bien que, selon Darroch et Ornstein, au moment de la Confédération, les Irlandais catholiques se trouvaient nombreux dans le groupe des entrepreneurs-marchands, des professionnels et des cols blancs (1980 : 328).

Quant à la population flottante irlandaise, en plus de celle qui est associée à la construction d'un canal dans les années 1830 ou d'un chemin de fer dans les années 1840, il y eut celle qui, lorsque la construction du canal Rideau fut terminée en 1832, est entrée en compétition avec les Canadiens français pour les emplois dans les chantiers de la vallée de l'Outaouais. Règle générale, les Irlandais formaient un groupe homogène et travaillaient à des salaires inférieurs, contrôlant ainsi l'ensemble des emplois. Regroupés à Bytown, leur rayon d'action s'est rapidement étendu le long des deux rives de l'Outaouais où se déroulèrent, durant les années 1830, une série d'événements connus sous le nom de guerre des *Shiners*. La violence et l'alcoolisme dans les chantiers le long des canaux, des chemins de fer ou dans les forêts de la vallée de l'Outaouais contribuèrent à ternir la réputation des immigrants irlandais qui arrivèrent au Québec avant 1845.

En résumé, durant la première moitié du XIX^e siècle, les immigrants irlandais se sont établis au Québec en grand nombre. En fait, ils formèrent le plus grand groupe d'immigrants, plus nombreux que celui des Anglais, des Écossais et des Américains réunis. La plupart s'établirent sur des fermes au nord et au sud de la vallée du Saint-Laurent, d'autres travaillèrent temporairement dans des chantiers ou à la construction de canaux ou de chemins de fer. En milieu urbain, l'ascension sociale était fréquente et une bourgeoisie irlandaise, qu'elle soit catholique ou protestante, se mit rapidement en place.

La perception de l'immigration irlandaise devait changer du tout au tout alors que les récoltes désastreuses de la pomme de terre en Irlande entre 1845 et 1849 et la famine qui suivit causèrent l'exode de millions d'Irlandais, dont certains sont venus au Québec.

LA MIGRATION DE LA FAMINE ET LE DÉCLIN

La migration massive causée par la famine de 1845-1849 est bien connue. Ces images d'hommes, de femmes et d'enfants indigents, décharnés, à demi nus, sortant en titubant des « navires de la mort » infestés de typhus, de dysenterie et d'autres maladies se sont

incrustées dans l'imaginaire des Nord-Américains ; malheureusement, c'est une image qu'on a appliqué à l'ensemble des immigrants irlandais du XIX^e siècle. Ces nouveaux arrivants présentaient un danger immédiat pour la santé publique et le bien-être de la société en général. Les citoyens de Québec envoyèrent une pétition au Secrétariat d'État des colonies à Londres afin de faire dévier la migration. La *Montreal Gazette*, consciente du fait que Québec n'était que le port d'entrée et que la plupart des immigrants qui survivaient à la quarantaine de Grosse-Île s'établiraient ultimement à Montréal, réclama une action législative pour gérer cette crise ; c'est ainsi que Lord Elgin fit appel au gouvernement impérial « *to stem this tide of misery* » (Keep, 1950 : 43). Par ailleurs, l'archevêque de Québec avait envoyé une lettre à tous les évêques et archevêques catholiques d'Irlande, les priant de prendre tous les moyens « *to prevent your diocesans emigrating in such number to Canada* » (Woodham Smith, 1962 : 220). Même si on craignait l'arrivée des Irlandais, ils continuèrent d'affluer au rythme de plus de 10 000 par an dans les dernières années de 1840.

L'impact de cette nouvelle immigration s'est surtout fait sentir à Québec et à Montréal. À leur arrivée, ils étaient débarqués à Grosse-Île, en aval de Québec, où quelques milliers moururent. Les autres, après une brève quarantaine, continuèrent leur route vers Québec ou Montréal. Pour les isoler du reste de la population urbaine et pour éviter toute contagion possible, le gouvernement leur construisit des hangars. À Québec, les premiers hangars situés dans le quartier Saint-Roch furent rapidement détruits par des émeutiers. À Montréal, on les logea dans des hangars construits en amont de la ville, à Pointe-Saint-Charles, et on espérait que, une fois remis sur pied, ils continueraient de se diriger à l'intérieur des terres, vers Kingston, Ottawa ou Toronto. Plusieurs ne s'y sont jamais rendus ; ils sont morts, dès leur descente, sur les quais du Vieux-Montréal.

L'immigration irlandaise issue de la famine et des quelques années qui suivirent fut de courte durée, mais elle avait des caractéristiques particulières. Premièrement, la majorité des immigrants était catholique. Deuxièmement, contrairement aux migrants précédents, ils n'avaient aucune compétence particulière de travail et aucune ressource financière ; ils devaient souvent vivre

à la charge de la ville d'accueil. Troisièmement, peu de ces nouveaux immigrants se sont installés en milieu rural. Pour ce qui est de ceux qui sont restés au Québec, la plupart sont demeurés dans les deux plus grandes villes où ils ont inondé le marché du travail d'une main-d'œuvre non qualifiée. Les ghettos d'immigrants des deux villes devinrent peuplés, bruyants et dangereux ; on y trouvait une grande promiscuité mêlée d'alcoolisme et de violence. Ces communautés de la classe ouvrière, de plus en plus agressives, ne se laissaient plus leurrer ni par leurs compatriotes bourgeois ni par l'Église.

Peu après 1850, l'immigration irlandaise diminua de façon significative au Canada ; les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande devinrent alors les destinations privilégiées. Cette baisse fut définitive à partir de 1860. Dès lors, la composition de la population irlandaise changea radicalement. Les jeunes des communautés rurales irlandaises quittèrent la campagne pour Montréal, pour l'Ontario ou pour les États-Unis et leur place n'était pas prise par la venue de nouveaux immigrants irlandais. Avec le déclin du commerce du bois équarri, la communauté irlandaise de Québec diminua rapidement. En fait, il n'y a qu'à Montréal que le déclin fut endigué grâce à l'arrivée de jeunes Irlandais des campagnes québécoises, mais la population de Montréal s'accroissait rapidement et la communauté irlandaise n'arrivait pas à suivre le même rythme si bien que, même à l'intérieur de la communauté anglophone de Montréal, la proportion des Irlandais diminua graduellement. En 1871, 51 % des immigrants d'origine britannique était irlandais et 29 %, anglais alors qu'en 1921, les Irlandais comptaient pour 27 % de la population d'origine britannique et les Anglais, pour 55 % (Rudin, 1985 : 155).

LES ATTENTES

Les Irlandais qui sont arrivés au Québec tout au long du XIX^e siècle ne formaient donc pas un groupe homogène. Les protestants étaient fort différents des catholiques et, parmi ces derniers, il y avait une nette démarcation entre ceux qui étaient arrivés avant et après la famine. Comment seraient-ils reçus ? Se sentiraient-ils chez eux au

Québec ? Comment réagiraient les Canadiens français ? Avant de répondre à ces questions, voyons ce que les sociologues entendent par « modèles attendus ».

Les Irlandais protestants

Les Irlandais protestants pouvaient s'attendre à rencontrer des barrières considérables au développement de relations étroites avec les Canadiens français. D'une part, leur religion rendait très difficile les mariages avec des Canadiens français catholiques. D'autre part, leur loyalisme à la couronne britannique les rangeait tout naturellement avec les membres du gouvernement et les administrateurs coloniaux britanniques et leur position, qu'ils soient d'origine presbytérienne d'Ulster ou anglo-irlandaise, était très claire : ils étaient indubitablement des partisans de la reine et de l'empire. Dans l'Irlande du début du XIX^e siècle, les mauvais souvenirs de l'imposition de dîmes ont été voilés par la montée de l'ordre des orangistes. Cet ordre prêchait non seulement une loyauté quasi aveugle à la couronne, mais aussi une forme particulière de sectarisme anticatholique, déclarant anathème un membre de l'ordre qui épouserait une catholique. L'adhésion à l'ordre n'était certainement pas limitée aux Irlandais protestants quoiqu'ils en formaient le noyau. En Amérique du Nord, l'ordre recrutait des membres dans tous les groupes, incluant les autochtones, en autant qu'ils soient prêts à adhérer à la couronne britannique et à l'idéologie anticatholique. Au Québec, les loges étaient plus nombreuses là où la population irlandaise protestante était la plus dense, dans les Cantons de l'Est et dans la vallée de l'Outaouais, c'est-à-dire surtout dans des zones rurales, contribuant ainsi à garder une plus grande distance entre les Irlandais protestants et les Canadiens français.

Dans les milieux urbains, la situation des Irlandais protestants était quelque peu différente et leurs vues sectaires étaient moins étroites que celles de leurs « cousins » de la campagne. Installée surtout à Montréal, cette communauté, formée de professionnels et d'hommes d'affaires, dont quelques-uns faisaient partie de l'élite financière, ne pouvait se permettre de démontrer, publiquement du

moins, quelque forme d'intolérance que ce soit. Leurs membres s'engageaient dans des activités de bienfaisance qui recoupaient toutes les religions, se joignant même à leurs compatriotes catholiques pour créer la Saint Patrick Society qui fêtait, par des banquets et des bals, le saint patron d'Irlande. Lors de la construction de l'église catholique Saint-Patrick, ils ont tout naturellement contribué à son financement, un reflet de leur libéralité. À Montréal, tout comme à Québec, le contact entre Irlandais protestants et Canadiens français était limité aux classes moyenne et supérieure de la société et, même là, la religion demeurait un obstacle majeur à tout mariage mixte. La classe ouvrière des Irlandais protestants était petite à Montréal et encore plus petite à Québec. L'ordre d'Orange était en plein essor dans les premières décennies du XIX^e siècle, mais il s'étiola par la suite. À Montréal, les membres de l'ordre firent équipe avec quelques journalistes afin de maintenir vivant le discours anticatholique, éloignant ainsi leur communauté de plus en plus, non seulement des Canadiens français, mais aussi des Irlandais catholiques.

Les Irlandais catholiques

La position des Irlandais catholiques était totalement différente de celle des Irlandais protestants. Sur le plan des aspirations nationales, de leur relation avec la Grande-Bretagne, de leur histoire économique dans le système impérialiste britannique et, surtout, sur le plan religieux, leur situation était très proche de celle des Canadiens français. En effet, Irlandais et Canadiens français rongeaient leur frein sous la tutelle d'autorités coloniales britanniques et ils n'appréciaient pas ce qu'ils considéraient être l'intransigeance opiniâtre des politiques coloniales. Les deux groupes partageaient le même idéal national d'une société agricole tout en faisant des échanges commerciaux à l'intérieur du système impérial britannique, vendant leur surplus de blé sur les marchés urbains de la Grande-Bretagne, alors en plein essor. Malgré le fait que, contrairement aux « habitants » canadiens-français, les paysans irlandais aient eu à subir les obligations imposées par un propriétaire britannique, entre 1765 et 1850, les deux communautés ont connu

une augmentation importante de leur population, et ce, même si les ressources agricoles sur lesquelles étaient fondées leur économie respective demeuraient peu abondantes. En Irlande, les récoltes des années 1820 et 1830 furent désastreuses et, en 1840, la rouille de la pomme de terre détruisit la totalité de la récolte. Ce champignon, qui causa tellement de ravages en Irlande, se transporta dans la vallée du Saint-Laurent et endommagea grandement ce qui était devenue la principale culture des Canadiens français. En somme, la seule différence significative semblait être celle de la langue. Les Canadiens français avaient gardé la leur, considérée comme la pierre d'angle de leur identité nationale tandis qu'en Irlande, on venait tout juste de l'abandonner en faveur de l'anglais. Puisque, pour les Irlandais, la langue anglaise avait peu de racines, il aurait été possible qu'ils se mettent rapidement au français, du moins dans le Bas-Canada. Tous ces points communs auraient dû favoriser l'assimilation des Irlandais catholiques à la société canadienne-française tout au long du XIX^e siècle.

LA RENCONTRE

Voyons maintenant ce qui en est de cette rencontre sur les plans politique, religieux et des relations interpersonnelles, surtout sur le marché du travail, là où la compétition a mis à nu les tensions dans les relations entre Irlandais catholiques et Canadiens français.

Le plan politique

Dans les années 1820 et 1830, au Bas-Canada, le désir d'indépendance politique des Canadiens français par rapport à la Grande-Bretagne et la poussée du nationalisme en Irlande donnaient la possibilité aux Canadiens français et aux Irlandais catholiques de faire cause commune contre un suzerain impérial considéré comme trop envahissant. Papineau était comparé à Daniel O'Connell et, selon Allan Greer (1993 : 134), il était flatté d'être surnommé le « O'Connell du Canada ». Il avait repris, point pour point, le « *O'Connell tribute* » pour mettre sur pied une levée de fonds et les

Patriotes avaient incité les immigrants irlandais à les seconder dans leurs efforts. Comment alors expliquer la réponse négative des Irlandais durant la décennie qui précède la Rébellion ? Trois événements peuvent peut-être expliquer ce refus : le premier se passe à Québec, le deuxième, à Montréal et le troisième, à Saint-Colomban.

À l'aide des travaux de A. DeBrou (1991), considérons d'abord le comportement électoral des Irlandais dans une circonscription de la haute-ville de Québec entre 1827 et 1836. Dans cette circonscription, les Irlandais catholiques formaient un groupe clef et la différence des voix n'avait été que de 11 lors d'élections tenues en 1827. Durant les années 1830, la position des Patriotes se radicalisait et l'appel des nationalistes canadiens-français aux Irlandais catholiques de faire front commun pour se libérer de la tutelle de l'impérialisme britannique resta sans réponse. « *In the by-election of 1836, despite the patriote invocation of St. Patrick and Daniel O'Connell, Irish Catholics, like other Irish, voted en masse for Andrew Stuart* » (DeBrou, 1991 : 316, 324). Deux membres devaient être élus dans cette circonscription et, dans plusieurs cas, les Irlandais n'ont pas utilisé leur seconde voix et ceux qui l'ont utilisée ont voté pour le candidat le plus éloigné de la cause des Patriotes. Ayant voté à 97 % pour Stuart et s'étant abstenu de se joindre aux Patriotes lors d'émeutes, il était clair que les Irlandais catholiques ne répondraient pas aux appels de se joindre au mouvement anti-britannique préférant le *statu quo*. Quelle que soit l'antipathie ressentie envers la couronne britannique en Irlande, elle ne fut pas maintenue, semble-t-il, dans les colonies.

Considérons ensuite la situation à Montréal-Ouest lors de l'élection complémentaire pour remplacer un membre du Parti anglais. Les candidats étaient Stanley Bagg, né aux États-Unis, porte-parole des marchands anglo-écossais, et Daniel Tracey, un médecin irlandais, fondateur du journal *The Vindicator* qui avait toujours appuyé les prises de position des Patriotes. Si Bagg avait ses appuis chez les gens d'affaires, les professionnels et les fonctionnaires du gouvernement qui, pour la plupart étaient anglais, écossais ou américains – France Galarneau (1979) ne spécifie pas si les Irlandais protestants appuyaient Bagg, mais il est plausible qu'il en fut ainsi –

Tracey, avait l'appui des fermiers, des ouvriers, des artisans, des transporteurs, de plusieurs petits commerçants, dont la plupart était soit canadiens-français, soit catholiques irlandais, et des quelques professionnels irlandais catholiques et canadiens-français.

Considérons finalement la paroisse rurale de Saint-Colomban érigée précisément au cours des années 1830, alors que les tensions politiques faisaient surface. Saint-Colomban est situé au nord-ouest de Montréal, au nord de Saint-Eustache, une des places-fortes des Patriotes qui deviendra un point central durant la Rébellion de 1837-1838, et à l'est des municipalités de Gore et de New Paisley peuplées surtout par des Irlandais protestants et des Écossais. Lors des élections de 1834, les Écossais ont été les premiers à voter et, quand les bureaux de scrutins ont été ouverts à Saint-Eustache, ils y sont descendus pour intimider les sympathisants à la cause des Patriotes. Quoique la majorité des anglophones s'alignaient derrière les constitutionnalistes, les Irlandais de Saint-Colomban, refusant de se laisser intimider, ont voté du côté des Patriotes. Trois ans plus tard, à l'été de 1837, alors que les tensions étaient à leur comble et que les rumeurs circulaient à l'effet que « *the tough Orangemen of the Gore had promised to come down to the aid of the beleaguered anglophones of the south* », les Irlandais de Saint-Colomban devinrent de plus en plus radicaux (Greer, 1993 : 176, 183). Même après l'échec de la Rébellion, et alors que les forces constitutionnalistes exigeaient des dédommagements, la paroisse de Saint-Colomban ne céda pas. Les Irlandais refusèrent massivement de prêter allégeance à la couronne et demeurèrent résolument fidèles dans leur appui à la cause des Patriotes.

Ces trois faits deviennent encore plus significatifs lorsque nous considérons l'aspect géographique de la Rébellion, l'action du clergé et l'évaluation qualitative de l'électorat. En général, la plus grande partie des appuis venait de l'ouest de la province, autour de Montréal. Ils étaient moindres dans les environs de Québec et de Trois-Rivières ; ce qui expliquerait l'attitude des Irlandais de la haute-ville de Québec. Quant à l'attitude du clergé, elle évolua au fur et à mesure que les Patriotes prirent une position de plus en plus anticléricale si bien qu'en 1837, dans une lettre pastorale, M^{re} Lartigue de Montréal déclarait qu'aucun catholique ne pouvait

se joindre à une révolte contre le gouvernement établi. L'opposition du clergé a pu avoir énormément d'influence sur les Irlandais, surtout les Irlandais catholiques occupés à gravir l'échelle sociale. Finalement, il est possible que les résultats des élections soient un meilleur indicateur des points de vue de la classe moyenne qu'ils ne le sont pour la majorité de la classe plus pauvre des ouvriers irlandais.

L'idée que les immigrants irlandais étaient dévoués à la cause nationaliste a pu venir de l'expérience que vivaient les émigrés aux États-Unis après la famine, où, règle générale, on a tenu la Grande-Bretagne responsable de tous leurs malheurs. Or, l'expérience canadienne des immigrants irlandais était très différente. Au Canada, les Irlandais protestants, loyaux à la couronne britannique, étaient en nombre suffisamment important pour avoir une influence sur toute la communauté canado-irlandaise et, sauf exception, dans les décennies qui ont précédé 1850, Irlandais protestants et catholiques s'arrangeaient bien ensemble. Durant les années 1830, ils créèrent les sociétés St Patrick de Québec et de Montréal et, le 17 mars, pour fêter leur saint patron, ils organisèrent ensemble des défilés suivis de banquets et de bals somptueux. À ces occasions, tous buvaient à la santé de la reine. Ainsi, dans les milieux urbains, plus souvent qu'autrement, les Irlandais catholiques faisaient cause commune avec leurs compatriotes protestants plutôt qu'avec leurs coreligionnaires canadiens-français qui tentèrent, en vain, de leur faire couper tout lien avec la Grande-Bretagne.

Après 1850, les relations à l'intérieur de la communauté irlandaise se sont modifiées. En 1853, à Québec comme à Montréal, les « émeutes Gavazzi »¹ ont marqué le début de l'éloignement entre Irlandais catholiques et protestants. En 1856, tout en gardant des liens amicaux, les Irlandais protestants se sont retirés de la

1. Il s'agit d'émeutes qui avaient marqué le passage du « révolutionnaire » italien Alessandro Gavazzi. Gavazzi, ex-religieux de l'ordre des clercs de Saint-Paul, avait été invité dans quelques temples protestants où il prononçait des discours enflammés anticatholiques qui déchaînèrent les passions populaires. Par exemple, à Montréal, l'échauffourée qui suivit son discours prononcé le 8 juin 1853 à l'église de Zion fit une demi-douzaine de morts et une cinquantaine de blessés (*Dictionnaire biographique du Canada*, 1982 : 1024).

St Patrick's Society à Montréal pour former leur propre organisme, la Irish Protestant Benevolent Society (Cross, 1969 : 157). George Keep prétend que les Irlandais de Montréal n'ont jamais été impliqués dans des conflits raciaux sérieux et, sous la gouverne de Thomas D'Arcy McGee, ils ont toujours su maintenir leur unité. Dans les années 1840, McGee, un orateur féroce, avant d'immigrer en Grande Bretagne, plaidait pour un nationalisme irlandais. Il fit de même aux États-Unis ensuite et, en 1857, au Canada. Dès son arrivée à Montréal, il est vite devenu le plus important porte-parole des Irlandais, à la fois au Québec et au Canada, défendant avec passion le projet de confédération canadienne. Refusant pour ses compatriotes un statut de minoritaire, il les encouragea à devenir citoyens canadiens à part entière et à prendre leur place dans le développement politique du pays. Ainsi parlait-il : « *A Canadian nationality, not French-Canadian, nor British-Canadian, nor Irish-Canadian – patriotism rejects the prefix – is, what we should look forward to [...]* » (Keep, 1950 : 42). McGee percevait le rôle des Irlandais du Canada comme celui d'un médiateur entre Anglais et Canadien français (Keep, 1948 : 116).

La stratégie électorale de McGee était de garder la communauté irlandaise unie. Mettant de côté les idées nationalistes de ses jeunes années, il se prononça en faveur d'une nouvelle loyauté à la couronne. Pour lui, Irlandais catholiques et protestants formaient une seule entité et ne toléraient aucune dissension au sein de leur communauté (Keep, 1948 : 112) : d'un côté, il condamnait le nationalisme extrême des Féliens et, de l'autre, le sectarisme de l'ordre des orangistes qu'il percevait comme les principales causes de discorde. Homme modéré, il a su adopter rationnellement une position de fidélité à la couronne, position qui fut partagée d'emblée par les Irlandais catholiques du Québec. Sa modération lui a coûté la vie, il fut assassiné en 1868.

Néanmoins, McGee a su unir étroitement tous ses compatriotes irlandais, catholiques et protestants, à l'intérieur de la société britannique du Québec. La majorité des Irlandais protestants de Montréal n'étaient pas membre de l'ordre d'Orange et, malgré le désordre associé aux défilés de l'ordre en 1876, en 1877 et en 1878, l'unité de la communauté fut préservée (Cross, 1969 : 167). Les

Féniens ont aussi été rejetés, non seulement parce qu'ils formaient un mouvement extrémiste, mais parce qu'ils représentaient aussi une extension de l'influence américaine dans la communauté irlandaise du Canada. Durant les années 1870 et 1880, les Irlandais catholiques hésitaient entre donner leur appui aux libéraux de Mackenzie ou aux conservateurs de Macdonald. En 1882, Macdonald, malgré ses couleurs quelque peu orangistes, fit une ouverture aux nationalistes irlandais en accordant officiellement son appui au *Irish Home Rule* (Cross, 1969 : 239). Dorénavant, les Irlandais furent intégrés à la politique canadienne.

L'Église

L'Église, seule institution à laquelle les Irlandais catholiques sont restés fidèles, aurait pu unir les communautés irlandaise et canadienne-française. Idéalement, les immigrants irlandais auraient été accueillis par des fidèles partageant la même foi, ils auraient accepté les services de l'Église en langue française et ils se seraient mêlés aux Canadiens français afin de créer une communauté catholique dynamique au Québec, assez forte pour contrebalancer le pouvoir des protestants anglophones en Amérique du Nord.

L'Église était une institution unique, organisée géographiquement en diocèses et en paroisses et soutenue par une autorité fortement hiérarchisée dont l'obéissance et la discipline étaient exemplaires. Tout au long du XIX^e siècle, l'Église a joué un rôle important dans la préservation de l'identité linguistique et culturelle des Canadiens français et, avec les années, son pouvoir s'est renforcé, notamment dans le domaine public. Il s'agissait donc pour elle d'intégrer ce nouveau groupe de fidèles tout en ne mettant pas en péril les objectifs poursuivis ni son pouvoir grandissant. L'accueil à réserver à ces nouveaux arrivants a immédiatement posé problème. Par la suite, les problèmes se sont cristallisés autour de la question linguistique, de l'autonomie des paroisses et du contrôle de l'éducation.

Les évêques canadiens-français voyaient les immigrants comme des éléments déstabilisateurs et en parlaient parfois avec

méchanceté. En 1823, M^{sr} Plessis, évêque de Québec, déclarait que les Irlandais étaient nombreux dans sa ville, mais qu'il y avait peu de prêtres parmi eux et que les rares prêtres qui les accompagnaient étaient des rebuts non seulement du clergé irlandais, mais de la population irlandaise en général. Il est possible que M^{sr} Plessis ne faisait qu'exprimer sa crainte devant la paupérisation de l'immigration durant les années 1820 – une crainte qui refit surface en 1847 avec l'augmentation dramatique de l'immigration issue de la grande famine. Le successeur de M^{sr} Plessis fit alors appel aux évêques irlandais afin d'arrêter le flot d'immigrants indigents vers Québec. Ansi donc, la politique officielle de l'Église n'était pas encourageante pour les immigrants irlandais ; au mieux, nous pouvons dire que l'accueil des évêques était tiède.

Sur le plan paroissial, les problèmes d'accommodement firent rapidement surface. Quelle langue devait-on utiliser lors des offices liturgiques ? Devait-on créer des paroisses autonomes pour ces immigrants ? Mais comment créer des paroisses séparées à l'intérieur même d'une structure spatiale contiguë de paroisses canadiennes-françaises ? La solution la plus simple était de célébrer des offices bilingues aux messes du dimanche et de se partager la gestion de la paroisse. Cette solution s'était répandue dans le Québec rural et fonctionnait relativement bien dans les paroisses où les Irlandais étaient en minorité. Dans les rares cas où les Irlandais étaient majoritaires, la solution astucieuse était de confier la cure à un prêtre irlandais, mais généralement, au bout de quelque temps, les tensions avec les paroissiens canadiens-français devenaient inévitables.

Prenons par exemple le cas de la paroisse de Saint-Sylvestre, située à 24 km au sud-ouest de la ville de Québec, et celui de Saint-Malachie, à environ 24 km au sud-est. En 1829, dès l'érection de ces deux paroisses, les catholiques irlandais étaient nettement majoritaires. À Saint-Sylvestre, pendant les trois premières décennies, il y eut des querelles incessantes entre Canadiens français et Irlandais au sujet de la dîme, du lieu de l'emplacement de l'église et du budget annuel de la paroisse. Entre 1836 et 1858, Saint-Sylvestre fut géré par des prêtres irlandais qui ont su contenir leurs compatriotes, mais la présence de prêtres irlandais à la tête de la paroisse contrariait les

Canadiens français. En 1858, le prêtre irlandais fut remplacé par un prêtre canadien-français et ce fut au tour des Irlandais de se sentir frustrés (McQuillan, 1988). Lors de son arrivée, les Irlandais refusèrent de le laisser entrer dans l'église et dans le presbytère. (Il fut finalement admis grâce à l'intervention de l'ordre d'Orange local !) La riposte du curé fut immédiate : l'excommunication de tous ceux qui s'étaient opposés à lui. Les paroissiens renégats irlandais purent de nouveau recevoir les sacrements après avoir fait amende honorable. La dispute dura des années, en fait, tant et aussi longtemps que ce prêtre demeura parmi eux.

Une situation semblable existait dans la paroisse de Saint-Malachie à Frampton. Là aussi les Irlandais étaient majoritaires (Fortin, 1995 : 71-79). Là aussi une série de prêtres irlandais avaient dirigé la paroisse jusqu'en 1856 lorsqu'un prêtre canadien-français fut nommé. Sa décision de relocaliser l'église paroissiale dans un lieu plus central causa une profonde division dans la communauté (Redmond, 1977 : 83) et fut le prétexte à une lutte pour le pouvoir et le contrôle qui fut au cœur des tensions entre les paroissiens irlandais et canadiens-français. Lorsque l'autorité était détenu par un prêtre irlandais, les difficultés étaient minimisées puisque ce dernier se soumettait toujours à l'autorité de l'évêque canadien-français. Si la médiation par un prêtre irlandais semblait valable dans certaines paroisses rurales, elle ne fonctionnait pas du tout dans les paroisses urbaines.

Au début du XIX^e siècle, la communauté irlandaise de la ville de Québec augmenta rapidement et désira avoir sa propre paroisse. Fondée en 1816, la communauté irlandaise comptait 1 000 membres en 1819, 2 000 en 1825 (Grace, 1987 : 19). Dès 1817, quelques chefs de file avaient fait signer une pétition pour avoir leur propre pasteur. Dix ans plus tard, ils écrivirent une autre lettre demandant une église pour les catholiques anglophones de la ville, dont la plupart étaient irlandais (O'Gallagher, 1981). L'évêque transmit leur demande aux marguilliers de Notre-Dame-de-Québec, la paroisse-cathédrale dans laquelle la nouvelle paroisse serait située. Puisque l'autorité en matière de revenus, de tenue des registres des naissances, des mariages et des mortalités n'appartenait pas à l'évêque, mais aux marguilliers, ce sont ces derniers qui

devaient approuver l'érection de la nouvelle paroisse. Les négociations ont duré plusieurs années pour finalement aboutir dans une impasse. Après avoir demandé des avis légaux, les Irlandais décidèrent de créer une corporation autonome, d'acheter un lot et de lever des fonds pour construire leur église. À ce moment, la communauté irlandaise avait, en la personne du père McMahan, un *leader* né en Irlande, qui tenta une médiation entre l'évêque et les laïcs irlandais. L'église fut finalement dédiée en juillet 1833, un jour où l'évêque se trouvait commodément à l'extérieur de la ville, mais ce n'est qu'en 1834, que les Irlandais arrivèrent à un réel compromis avec les marguilliers et purent négocier un prêt pour compléter la construction de leur église. Au début, la paroisse Saint-Patrick était une « succursale » de la paroisse Notre-Dame puisque cette dernière tenait les registres des actes de naissances et de mariages. Ce n'est qu'en 1856 que le plein statut de paroisse lui fut accordé. Si les tensions dues à la création d'une paroisse « nationale » à Québec avaient été palpables au plan institutionnel, elles n'influencèrent pas les relations personnelles entre les deux groupes.

À la suite de ce bref sommaire d'histoire paroissiale, constatons que : premièrement, les prêtres irlandais ne pouvaient que jouer un rôle de médiation puisque le vrai pouvoir de la communauté était entre les mains des ouvriers irlandais ; deuxièmement, l'évêque a évité une confrontation directe avec ces *leaders* irlandais en passant le dossier aux marguilliers de la paroisse Notre-Dame-de-Québec et en demeurant ensuite en retrait ; finalement, le désir des Irlandais d'avoir une paroisse bien à eux reflétait leur détermination de demeurer à l'écart de la structure de l'Église québécoise.

Si, à Québec, la communauté irlandaise a eu des démêlés avec la fabrique plutôt qu'avec l'évêque, à Montréal, ce fut le contraire et là, la résolution des conflits ne s'est pas faite au niveau diocésain, mais à Rome. C'est en 1817 et sous le ministère d'un prêtre anglophone, qu'a eu lieu, à l'église Notre-Dame-de-Bonsecours de Montréal, le premier regroupement de la communauté irlandaise. En 1825, elle était desservie par le père Phelan de l'église des récollets et par la Congrégation de Saint-Sulpice (Keep, 1948 : 79) qui devinrent les promoteurs de la création d'une paroisse spécialement

pour les Irlandais de Montréal et qui organisèrent une levée de fonds qui ne réussit même pas à couvrir l'achat d'un terrain, encore moins la construction de la nouvelle église. Dès le début donc, la nouvelle paroisse est devenue l'affaire de la fabrique de Notre-Dame. Cette dernière fit de gros emprunts aux sulpiciens pour couvrir les frais de construction et la nouvelle église Saint-Patrick fut inaugurée en 1847. La paroisse pouvait tenir ses propres registres, mais elle était administrée par la fabrique de la paroisse Notre-Dame.

Les difficultés ne sont apparues qu'en 1866, alors que l'évêque de Montréal, M^{gr} Bourget² projeta de réorganiser les frontières paroissiales. Les propositions de l'évêque auraient permis la création d'une nouvelle paroisse, plus petite que l'ancienne et plus canadienne-française qu'irlandaise, les deux paroisses voisines absorbant chacune une partie de la population irlandaise. La survie de la paroisse Saint-Patrick était menacée et le problème de sa dette, pas résolu pour autant. Le père Dowd, curé irlandais de la paroisse pendant près de 20 ans, demanda à Rome d'intervenir afin de ne pas diviser la population irlandaise catholique pour former trois paroisses bilingues. Dans une lettre pastorale, M^{gr} Bourget rappelait le dénuement dans lequel les Irlandais étaient arrivés et parlait d'eux comme d'un peuple malheureux. En touchant ainsi la fierté nationale des Irlandais, il les blessait profondément. La riposte astucieuse est venue du père Dowd :

The memories of past afflictions must be kept fresh, and all the charities of which we have been the recipients, must be turned into an argument to force us to surrender, in silence, all the advantages of our altered condition, and which we owe to our own efforts, and the blessing of God, and the generous sympathy of our immediate pastors. Certainly we are an 'unfortunate' people (Cross, 1969 : 98).

Ce n'est qu'en 1873 que Rome confirma que les frontières de la « nouvelle » paroisse Notre-Dame devaient être celles de l'« ancienne » et que l'idée d'une paroisse bilingue fut rejetée. Dès lors, un système de paroisses jumelles, se superposant l'une à l'autre,

2. M^{gr} Bourget percevait les Irlandais comme une menace à l'unité de l'Église québécoise, car, selon lui, la langue française était le bastion contre l'influence du protestantisme en Amérique du Nord et, si la venue de catholiques anglophones gonflait le nombre des fidèles, elle menaçait l'Église de l'intérieur même (Rudin 1985 : 111-114).

fut initié dans lequel les Irlandais et les Canadiens français avaient chacun leur propre église et leur propre organisation. Ce fut une mince victoire pour les Irlandais et le succès de l'entreprise était dû à la fermeté d'un prêtre irlandais confrontant une autorité épiscopale qui voulait anéantir les privilèges durement gagnés par une communauté déterminée à se tenir debout.

Ces deux cas sont exceptionnels, généralement les prêtres irlandais acceptaient d'emblée l'autorité épiscopale canadienne-française et arbitraient les relations entre Canadiens français et Irlandais. La paix fut maintenue facilement dans les paroisses où les Irlandais étaient en minorité ; lorsqu'ils étaient en majorité, la paix était difficile à maintenir. Cette situation prévalait aussi ailleurs, aux États-Unis par exemple, plus précisément à New York, où se confrontaient catholiques irlandais et catholiques allemands, ou encore en Ontario où se confrontaient l'évêque canadien-français d'Ottawa et l'évêque irlandais de Toronto au sujet du contrôle administratif des paroisses de la vallée de l'Outaouais (Grace, 1993 : 128-129). Ces disputes, qu'elles soient locales, régionales ou nationales, entre groupes d'origines diverses sont caractéristiques du développement de l'Église catholique en Amérique du Nord. L'Église du Québec était loin d'être cette institution intégrée réunissant tous les fidèles ; elle était plutôt un lieu de concurrence, parfois même de division, surtout lorsqu'un des deux groupes détenait une forte majorité au niveau paroissial, mais non au niveau diocésain.

Les relations interpersonnelles

Il ne faut pas confondre relations formelles ou publiques et relations informelles ou interpersonnelles. Les relations formelles ou publiques entre les deux groupes dans le Québec du XIX^e siècle sont relativement bien connues. Par contre, les relations informelles ou interpersonnelles sont plus difficiles à cerner puisque peu documentées, mais elles sont tout aussi importantes que les façons de voir et les aspirations des politiciens, des *leaders* des communautés « nationales » ou de l'Église. Grâce à l'analyse des cas d'exogamie, de parrainage et d'adoption d'orphelins irlandais – trois faits sociologiques très importants dans l'acculturation des immigrants

irlandais dans la société canadienne-française – nous pouvons avoir un aperçu de ces relations au quotidien.

Il n’y avait pas d’obstacle majeur à l’exogamie puisque Irlandais et Canadiens français étaient de même religion. Malheureusement, les statistiques relatives à ces mariages n’ont pas encore été complètement analysées et les résultats actuels sont fragmentaires et souvent contradictoires. Par exemple, François Drouin (1990) prétend que chaque famille de la ville de Québec avait au moins un ancêtre irlandais, par contre d’autres chercheurs affirment que les cas d’exogamie étaient rares. L’étude de Monique Rivet (1969) soutient que la classe ouvrière irlandaise de la ville de Québec était essentiellement endogame, tout comme celle de Sillery où les Irlandais travaillaient côte-à-côte avec les Canadiens français dans les chantiers à bois et fréquentaient la même église (Grace 1993 : 75). Par contre, Arthur Lower dit que même si les Irlandais catholiques se battaient constamment avec les francophones de même religion dans la vallée de l’Outaouais, les Irlandais épousèrent fréquemment des Canadiennes françaises (1938 : 31) tandis que, selon George Keep, dans les années suivant la famine, la situation était inversée à Montréal où ce sont les Irlandaises qui épousaient des Canadiens français favorisant ainsi un certain degré d’assimilation (1950 : 44).

Que pouvons-nous tirer de ces énoncés apparemment contradictoires ? Il est certain qu’il y a eu de l’exogamie. Certains patronymes « canadiens-français » l’indiquent clairement : Émile Nelligan, Daniel Johnson ou Claude Ryan par exemple ; d’autres, ont été francisés : Moran est devenu Morin ; Hamill, Hamel. Puisque les traces d’exogamie sont anecdotiques et fragmentaires, nous ne pouvons faire que des approximations. Il semblerait que là où les communautés irlandaises étaient petites, telles celles qui étaient situées dans les Laurentides, la possibilité de trouver une épouse ou un époux irlandais était rare et, dans ces cas, l’exogamie devait être plus fréquente. Toutefois, dans les grandes villes aussi bien que dans quelques rares communautés rurales où il y avait concentration d’immigrants irlandais, un partenaire irlandais était plus facile à trouver et, alors, l’exogamie devenait plus rare. Les résultats préliminaires de l’analyse des registres de mariages de Saint-Sylvestre tendent à confirmer cette hypothèse.

À l'origine de la paroisse de Saint-Sylvestre, les Irlandais catholiques formaient 50 % de la population, les Canadiens français, 30 %, les Irlandais protestants, 15 %, les Anglais, les Écossais et les Américains, le reste. Toutefois, après 1860, le nombre de Canadiens français augmenta et, à la fin du siècle, ils formèrent la majorité de la population.

Tableau 1
Mariages à la paroisse Saint-Sylvestre, 1851-1901

	1851	1871	1901
IC/IC	243 (96,8 %)	230 (95,8 %)	83 (92,2 %)
IC/CF	5 (2,0 %)	7 (2,9 %)	5 (5,6 %)
IC/IP	2 (0,8 %)	2 (0,8 %)	0 (0,0 %)
IC/Autres	1 (0,4 %)	1 (0,4 %)	2 (2,2 %)
CF/CF	132 (94,3 %)	181 (95,3 %)	227 (94,6 %)
CF/IC	5 (3,6 %)	7 (3,7 %)	5 (2,1 %)
CF/IP	1 (0,7 %)	1 (0,5 %)	0 (0,0 %)
CF/Autres	2 (1,4 %)	1 (0,5 %)	8 (3,3 %)
IP/IP	94 (85,5 %)	84 (86,6 %)	11 (73,3 %)
IP/IC	2 (1,8 %)	2 (2,1 %)	0 (0,0 %)
IP/CF	1 (0,9 %)	1 (1,0 %)	0 (0,0 %)
IP/Autres	13 (11,8 %)	10 (10,3 %)	4 (26,7 %)

IC = Irlandais catholiques

CF = Canadiens français

IP = Irlandais protestants

Source : Registres de la paroisse Saint-Sylvestre, Archives nationales du Québec.

Ce tableau présente le nombre total de mariages, endogames et exogames, pour les années 1851, 1871 et 1901. Le pourcentage, indiqué entre parenthèses, réfère au nombre total de couples de la catégorie indiquée dans la colonne de gauche. À partir de ces données, nous pouvons constater que le nombre de mariages entre

Canadiens français et Irlandais catholiques demeure relativement faible tout au long de la seconde moitié du XIX^e siècle et, qu'en 1901, le taux d'exogamie entre les Canadiens français et les « autres », c'est-à-dire des non-catholiques, est plus élevé que celui entre Canadiens français et catholiques irlandais.

Le parrainage permet aussi d'analyser dans quelle mesure deux communautés s'interpénètrent. Les parents d'un enfant à naître demandaient souvent à des amis d'accepter l'honneur et la responsabilité du parrainage. Le choix habituel était soit une tante ou un oncle du bébé, soit un autre membre de la famille. Ce n'est que lorsque les parents sortaient du cercle familial, que leur choix pouvait refléter les relations d'amitié dans la communauté.

Tableau 2
Parrainage entre Canadiens français et Irlandais catholiques
à Saint-Sylvestre, 1830-1870

Parrains	Enfants irlandais			Enfants canadiens-français			Total
	2 Irlandais	ICF	2 CF	2 Irlandais	ICF	2 CF	
1830	15	0	2	0	0	10	27
1840	92	3	0	2	3	56	156
1850	75	3	2	3	4	40	127
1860	58	2	5	0	5	34	104
1870	44	5	0	2	8	45	104

Source : Registres de baptêmes de la paroisse Saint-Sylvestre, Archives nationales du Québec

Les tendances que révèle une analyse par échantillonnage à tous les dix ans des parrainages dans la paroisse sont sensiblement les mêmes que pour les mariages. Moins de 5 % des baptêmes ont un parrain de l'autre groupe ethnique. Le taux est plus élevé avant 1850 alors qu'il était plus fréquent pour les parents irlandais de choisir un parrain francophone ; tandis qu'en 1860 et en 1870, ce sont les parents francophones qui choisissent plus fréquemment un parrain irlandais. Par exemple, en 1829 (données non indiquées au Tableau 2), six familles irlandaises ont choisi un parrain canadien-français

tandis que seulement une famille canadienne-française a choisi un parrain irlandais ; pour l'année 1850, on trouve respectivement cinq familles irlandaises et sept familles canadiennes-françaises et, en 1870, cinq familles irlandaises et dix familles canadiennes françaises.

Comment interpréter ces données ? Dans le cas des mariages, il semblerait qu'il y avait peu de contact entre les communautés. Si nous ne notons que cinq mariages entre Irlandais catholiques et Canadiens français en 1901, le changement de pourcentage reflète bien le changement de proportions des deux communautés dans la population. Par ailleurs, puisque dans les premières années les Irlandais catholiques étaient en majorité dans la paroisse et pouvaient facilement choisir des parrains dans leur propre communauté, les statistiques révèlent que, pour le compérage, ils tendaient souvent la main à des coparoiissiens canadiens-français. Après 1850, lorsque les Canadiens français devinrent majoritaires, ce fut l'inverse. Toutefois, à partir de ces données, nous ne pouvons affirmer qu'il y eut un maillage important entre les deux communautés à Saint-Sylvestre au cours du XIX^e siècle.

Le dernier domaine, celui de l'adoption d'enfants dont les parents étaient morts sur les navires qui les transportaient ou quelques jours après leur arrivée à Québec, en est un où les Canadiens français ont répondu avec générosité aux besoins des immigrants irlandais. Les souvenirs de cette générosité sont encore très présents dans la société québécoise et le processus d'adoption a certainement été un moyen d'assimilation qui ne peut être occulté. Ces adoptions commencèrent dès les années 1820. M^{br} Plessis, le même qui avait fait des remarques désobligeantes au sujet des immigrants et de leur clergé, faisait appel avec éloquence aux Canadiens français pour qu'ils accueillent « ces pauvres gens qui périssent de froid et de misère dans les rues [...] nos frères, étrangers dans ce pays » (Desbras, 1922 : 289). À lui seul, le curé de Sainte-Anne-de-la-Pocatière a placé 12 enfants irlandais – leurs parents ayant été victimes de l'épidémie de choléra en 1833 – dans des familles canadiennes-françaises, allant jusqu'à en accueillir un lui-même. Toutefois, le plus grand appel à la générosité des Canadiens français est venu avec la migration de la grande famine (Grace,

1987 : 58). Plusieurs adultes et enfants, affaiblis par les conditions difficiles de la traversée transatlantique, sont morts dès leur arrivée au Canada, d'autres enfants mourraient par manque de nourrices. Parmi les enfants qui ont survécu, plusieurs « *were adopted into charitable French-Canadian families, whence they emerged in due time as French-speaking adults* » (Keep, 1948 : 73). L'histoire complète de ces adoptions n'est pas encore connue puisque, là aussi, les traces sont anecdotiques et fragmentaires. Tout comme pour les cas de mariages mixtes, il y a encore beaucoup de recherche à faire.

Le marché du travail

Le marché du travail est souvent lieu de conflits. Généralement, ces conflits sont évités lorsque chaque groupe occupe un créneau qui lui est spécifique or, les Irlandais et les Canadiens français ont rarement eu la possibilité de le faire. En Amérique du Nord, la compétition au bas de l'échelle est très vive entre les nouveaux arrivants et ceux qui sont établis depuis plusieurs générations ; la compétition entre Canadiens français et Irlandais ne fit pas exception.

Durant la première moitié du XIX^e siècle, la construction navale et les industries du bois étaient deux activités économiques importantes dans la ville de Québec et les Canadiens français étaient avantagés parce qu'ils avaient des compétences nécessaires. Grace soutient que dans l'industrie du bois « *nearly all the lumberjacks were French-Canadians. The cullers, shiplabourers, and cove-men at large were nearly all Irish* » (1993 : 91). Dans les chantiers navals, les Irlandais étaient généralement des débardeurs et les Canadiens français des constructeurs de navires. Dans les deux cas, chaque groupe occupait un créneau spécifique ce qui favorisait des relations de travail assez harmonieuses. Les tensions sont apparues seulement lorsque, le travail diminuant dans les chantiers, les Canadiens français tentèrent de s'immiscer parmi les débardeurs, chasse gardée des Irlandais, et acceptèrent de travailler pour des salaires moindres (Dickinson et Young, 1993 : 130). La Shiplabourers Benevolent Society, établie en 1857, était irlandaise à 95 % et permettait aux

travailleurs de protéger leurs intérêts. La solidarité irlandaise était forte, mais puisque leur organisation n'était pas réservée exclusivement aux anglophones, à la suite de conflits en 1878 et en 1879, la société adopta un règlement favorisant l'égalité des chances d'emploi entre Canadiens français et Irlandais dans leur industrie (Dickinson et Young, 1993 : 130).

Si, à Québec, les ouvriers irlandais et canadiens français ont généralement développé des créneaux de travail qui leur étaient réservés, ce ne fut pas le cas à Montréal. Là, ce sont les Anglais et les Écossais qui contrôlaient le marché de la main-d'œuvre qualifiée tandis que les Canadiens français et les Irlandais étaient en concurrence sur le marché de la main-d'œuvre non qualifiée, essentiellement dans le domaine de la construction, principale source d'emploi. Les Irlandais dominaient sur les chantiers de construction du canal Lachine et du pont Victoria. H. Clare Pentland (1981 : 119) prétend même que, jusqu'en 1860, les Irlandais monopolisaient l'ensemble de la main-d'œuvre non qualifiée dans le Bas-Canada. Dans les années 1840, lorsque des conflits de travail éclatèrent sur les chantiers de construction du canal Lachine et du canal Beauharnois, des Canadiens français furent utilisés pour briser les grèves organisées par les travailleurs irlandais. Après le milieu du siècle, la majorité de la main-d'œuvre non qualifiée irlandaise se déplaça vers Toronto, Hamilton et les villes en expansion rapide des États-Unis. Selon un relevé de la main-d'œuvre montréalaise de 1861, la catégorie « ouvrier » n'était plus la plus fréquente pour les Irlandais (Keep, 1948 : 50) et, au fur et à mesure qu'ils devenaient artisans et commerçants, les occasions de conflit diminuèrent.

Les travailleurs non qualifiés irlandais trouvèrent de l'emploi non seulement dans la construction des canaux dans les années 1840, mais aussi dans la construction ferroviaire dans les années 1850. Ces ouvriers menaient une vie nomade et habitaient des baraques érigées près des sites de construction. La vie était difficile dans ces milieux isolés – ivrognerie et violence étaient choses communes –, mais lorsque le chemin de fer atteignit quelques-uns des petits centres urbains du Québec, tels Sherbrooke et Richmond, la violence déferlait dans les rues et les citoyens s'en plaignaient. Jean-Pierre Kesteman explique qu'il y avait peu de Canadiens

français employés dans la construction des chemins de fer ; d'une part, le clergé désapprouvait ce genre de vie nomade ; d'autre part, les employeurs trouvaient que les Irlandais étaient de loin les plus productifs, étant plus forts et mieux équipés pour le dur travail de nivellement (1978 : 535). De plus, comme la plupart des contremaîtres étaient irlandais, ils étaient probablement plus enclins à choisir leurs compatriotes lors de l'embauche. Ainsi, il n'existait pas de compétition entre les deux groupes dans ce milieu de travail et aucun document ne fait état d'un conflit quelconque.

Par ailleurs, concurrence et violence entre Canadiens français et Irlandais furent très présents dans les chantiers de coupe de bois de la vallée de l'Outaouais durant les années 1830. Dans ce domaine, ce sont les Canadiens français qui avaient les habiletés nécessaires et non les Irlandais. Michael Cross ajoute que « *Quite apart from the question of skills, employers in the timber camps preferred passive French Canadians to aggressive Irishmen* » (1973 : 7). En 1832, l'achèvement de la construction du canal Rideau donna lieu à une crise d'emploi chez les immigrants irlandais. Ils se regroupèrent et se donnèrent le nom de *Shiners*. Le cœur de leur organisation se trouvait dans le quartier « Corktown » dans la ville de Bytown, aujourd'hui Ottawa. De là, la violence s'étendit rapidement dans toute la vallée de l'Outaouais : les Irlandais stoppèrent les radeaux des Canadiens français qui circulaient sur la rivière et les démolirent ; les Canadiens français ripostèrent en érigeant des embuscades pour les radeaux des *Shiners*. Cross prétend que les Canadiens français ne pouvaient concurrencer les Irlandais sur le terrain de l'intimidation et de la sauvagerie.

Il n'existe pas d'études sur les conflits de travail entre Irlandais et Canadiens français dans les manufactures de Montréal, mais des études sur les villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre nous permettent de constater que, dans ces villes, une hiérarchie ouvrière s'est rapidement mise en place. Comme ce fut le cas au Québec, ceux qui étaient arrivés sur le marché du travail en premier ont été avantagés. Ainsi, les Irlandais, arrivés un peu avant les Canadiens français, ont rapidement occupé les positions de pouvoir qu'ils ne voulaient partager ni avec les Canadiens français ni avec les autres qui sont arrivés subséquentement. Si le clergé catholique, canadien-

français et irlandais, a beaucoup aidé leurs compatriotes, il s'est opposé au radicalisme syndical ; les Irlandais ont fait peu de cas de cette opposition et ils ont développé une solidarité ouvrière, tandis que les Canadiens français se sont soumis aux vœux de leurs pasteurs (Cumbler, 1990). Contrairement aux Irlandais, considérés comme agressifs, les Canadiens français avaient la réputation d'être passifs. Si ces observations sont exactes, il est probable que, sur le marché du travail, les Irlandais ayant le contrôle de l'embauche, ont favorisé leurs compatriotes au lieu de partager les emplois avec un compétiteur docile.

* * *

Comme nous venons de le voir, au XIX^e siècle, il y eut peu de symbiose entre les Canadiens français et les Irlandais catholiques, nous pourrions même parler d'un refus de contact. Dans les rares cas où il y eut contact, ils démarquèrent encore plus énergiquement leurs frontières et il n'est pas surprenant que chaque communauté ait développé une culture distincte. L'arrivée d'un bon nombre de coreligionnaires parlant la langue de la majorité nord-américaine dans le Bas-Canada représentait un défi, sinon une menace, à l'intégrité culturelle des « Canadiens ». Si elle devait être maintenue, une frontière étanche entre les deux cultures était la façon la plus facile de l'assurer. Cette façon de résoudre le problème présume que la décision fut prise unilatéralement par les « Canadiens ». Mais les Irlandais, qu'ils soient catholiques ou protestants, ont eu leur mot à dire, et ce, dès les premières années, en choisissant le camp culturel anglophone, celui du groupe dominant.

Sur le plan politique, au moment de la Confédération, les Irlandais faisaient partie intégrante du groupe anglo-canadien. Dans les grands centres urbains des années 1830, là où se situait le leadership politique, les Irlandais catholiques avaient été graduellement éloignés des Patriotes grâce à l'action conjuguée de la nouvelle bourgeoisie et du clergé. Peu à peu, le radicalisme catholique irlandais des premières années s'est évanoui et la Rébellion, qui aurait pu unir Irlandais et Canadiens français, anéantie. Dans les années qui suivirent, les deux communautés irlandaises célébraient ensemble la fête de saint Patrick et buvaient à la santé de la reine ; la loyauté des catholiques irlandais à la couronne se maintenait

malgré les bagarres occasionnelles. Dans les années 1860, les appels au nationalisme irlandais et la recherche d'une cause commune avec les Canadiens français avaient été totalement oubliés. D'Arcy McGee avait uni les deux communautés irlandaises, surtout à Montréal, sous la bannière canadienne anglaise de la Confédération.

En fait, l'Église catholique était la seule institution qui aurait pu unir les Canadiens français et Irlandais, mais là aussi ce fut une arène conflictuelle. La hiérarchie ecclésiastique était totalement canadienne-française et ne voulait pas céder la moindre parcelle de pouvoir. De plus, les évêques voyaient les Irlandais comme un groupe menaçant pour la solidarité d'une Église francophone et catholique dans la mer anglophone et protestante de l'Amérique du Nord. Plusieurs d'entre eux tinrent des commentaires tendancieux au sujet de la pauvreté des immigrants irlandais qui firent tache d'huile. Les Irlandais étaient, bien sûr, des brebis difficiles à gérer pour les pasteurs Canadiens français et lorsqu'il fut question de leur trouver une niche à l'intérieur même de la hiérarchie de l'Église québécoise ou de leur créer leurs propres paroisses, les évêques canadiens-français se sont montrés inflexibles. Malgré une Église et une foi partagées, dans les paroisses où les Irlandais étaient suffisamment nombreux, la lutte pour le contrôle du pouvoir religieux a servi à élargir le fossé qui séparait les deux communautés.

Une foi commune aurait pu favoriser les mariages mixtes entre Canadiens français et Irlandais catholiques, mais ce ne fut pas le cas, sauf dans les campagnes où les Irlandais formaient une infime minorité. Ceux-là se sont totalement assimilés au groupe francophone. Là où les communautés irlandaises étaient nombreuses, les mariages mixtes furent rares. Une seule exception à la règle fut l'adoption d'orphelins irlandais par des familles canadiennes-françaises, adoptions dues à un élan de générosité des Canadiens français – et non à une négociation bilatérale – dans des circonstances dramatiques.

Tout au long du XIX^e siècle, les conflits entre Canadiens français et Irlandais furent relativement rares sur le marché du travail, du moins dans les deux grandes villes du Québec, chaque groupe occupant un créneau qui lui était propre. Par contre, dans les forêts de la vallée de l'Outaouais ou dans les chantiers de construction de

canaux ou de chemins de fer, les conflits furent virulents. Là où les Irlandais étaient solidaires et bien organisés et lorsqu'ils contrôlaient un secteur du marché du travail ou qu'ils occupaient des postes de direction, ils ne voulurent pas partager ce pouvoir avec les Canadiens français même lorsque ces derniers auraient voulu défendre la cause de l'ensemble des travailleurs.

Malgré le fait que l'immigrant irlandais catholique avait beaucoup de points en commun avec les Canadiens français, jamais ils ne firent cause commune. Un des facteurs fut sans doute le refus des Irlandais d'adopter la langue française. Dès le début des années 1830, la plupart des immigrants irlandais, surtout ceux du milieu urbain, se joignirent aux autorités coloniales au Canada et, tout au long du XIX^e siècle, les chemins empruntés par chacun n'ont fait que s'éloigner l'un de l'autre.

Bibliography

- Blanchard, Raoul (1947), *Le centre du Canada français*, Montréal, Beauchemin.
- Cross, Dorothy Suzanne (1969), « The Irish in Montreal, 1867-1896 », mémoire de maîtrise (histoire), Université McGill.
- Cross, Michael S. (1973), « The Shiners' war : social violence in the Ottawa Valley in the 1830s », *Canadian Historical Review*, 54, p. 1-26.
- Cumblér, John (1990), « Immigration, ethnicity and the American working class community : Fall River, 1850-1900 », dans Robert Asher et Charles Stephenson (dir.), *Labor Divided. Race and Ethnicity in United States Labor Struggles, 1835-1960*, Albany, State University of New York Press.
- Darroch, A. Gordon, et Michael D. Ornstein (1980), « Ethnicity and occupational structure in Canada in 1871 : the vertical mosaic in historical perspective », *Canadian Historical Review*, 61, p. 305-333.
- DeBrou, A. (1991), « The Rose, the Shamrock and the Cabbage : the battle for Irish voters in Upper Town Quebec, 1827-1836 », *Histoire Sociale/Social History*, 24, p. 305-334.
- Desbras (1922), « Les Irlandais dans Sainte Anne du Sud », *Bulletin des recherches historiques*, 28, p. 289-291.
- Dickinson, John A., et Brian Young (1993), *A Short History of Quebec*, Mississauga, Copp Clark Pittman.
- Dictionnaire biographique du Canada* (1982), vol. XI (1891-1890), Québec et Toronto, PUL et University of Toronto Press.
- Drouin, François (1990), « La population urbaine de Québec, 1795-1971. Origines et autres caractéristiques de recensement », *Cahiers québécois de démographie*, 19, 1, p. 95-112.
- Elliott, Bruce S. (1988), *Irish Immigrants in the Canadas. A New Approach*, Montréal et Kingston, McGill et Queen's University Press.
- Fortin, Christian (1995), « Colonisation et ethnicité dans un canton de la Beauce : Frampton de 1800 à 1861 », mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval.
- Galarneau, France (1979), « L'élection partielle du quartier-ouest de Montréal en 1832 : analyse politico-sociale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 32, 4, p. 565-584.
- Grace, Robert J. (1987), « The Irish in Quebec City in 1861 : a portrait of an immigrant community », mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval.
- Grace, Robert J. (1993), *The Irish in Quebec : an Introduction to the Historiography*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture (coll. Instruments de travail, 12).
- Greer, Allan (1993), *The Patriots and The People. The Rebellion of 1837 in Rural Lower Canada*, Toronto, University of Toronto Press.
- Houston, Cecil, et William J. Smyth (1990), *Irish Emigration and Canadian Settlement : Patterns, Links and Letters*, Toronto, University of Toronto Press.

- Keep, George R.C. (1948), « The Irish Migration to Montreal », mémoire de maîtrise (histoire), Université McGill.
- Keep, George R.C. (1950), « The Irish Adjustment in Montreal », *Canadian Historical Review*, 31, p. 39-46.
- Kesteman, Jean-Pierre (1978), « Les travailleurs à la construction du chemin de fer dans la région de Sherbrooke (1851-1853) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 31, 4, p. 525-545.
- Lower, Arthur R.M. (1938), *The North American Assault on the Canadian Forest : a History of the Lumber Trade between Canada and the United States*, Toronto, Ryerson Press.
- McQuillan, D. Aidan (1988), « Beau-rivage : the development of an Irish Ethnic Community in Rural Quebec, 1820-1860 », dans Robert O'Driscoll et Lorna Reynolds (dir.), *The Untold Story : the Irish in Canada*, Toronto, Celtic Arts of Canada, vol. 1, p. 263-270.
- Miller, Kerby A. (1985), *Emigrants and Exiles. Ireland and the Irish Exodus to North America*, New York, Oxford University Press.
- Nolte, William M. (1975), « The Irish in Canada, 1815-1867 », thèse de Ph.D., Université du Maryland.
- O'Gallagher, Marianne (1981), *St. Patrick's, Quebec. The Building of a Church and of a Parish, 1827 to 1833*, Québec, Carraig Books.
- Pentland, H. Clare (1981), *Labour and Capital in Canada*, Toronto, J. Lorimer.
- Redmond, Patrick (1977), *Irish Life in Rural Quebec. A history of Frampton*, Chicago, Adam Press.
- Rivet, Monique (1969), « Les Irlandais à Québec, 1870-1968 », mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval.
- Rudin, Ronald (1985), *The Forgotten Quebecers. A History of English-speaking Quebec, 1759-1980*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- Woodham Smith, Cecil (1962), *The Great Hunger, Ireland 1845-9*, Londres, H. Hamilton.